



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52953

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

date que s'opère une mutation principalement dans la métallurgie sous la double poussée de la construction des chemins de fer (sur laquelle l'auteur insiste à juste titre) et de la modernisation de l'agriculture utilisant de nouveaux outils.

C'est aussi par le biais économique que l'auteur analyse le renforcement de la centralisation; on retrouve le rôle du chemin de fer, mais aussi le poids des journaux parisiens et du système éducatif. Toutefois les aspects politiques de la centralisation sont quelque peu estompés; sur le plan politique, la centralisation sous la monarchie de juillet ne fait que suivre les tendances des régimes précédents. L'auteur fait peu de place au développement de l'administration et à ses étroites relations avec le pouvoir politique ainsi qu'à l'extension du régime représentatif (l'élection des conseillers municipaux par un suffrage censitaire élargi, des conseillers généraux de département et des officiers de la garde nationale).

Un chapitre est consacré aux catégories professionnelles qui se transforment le plus, il insiste particulièrement sur les professions médicales et les enseignants, moins sur les ingénieurs et les employés; il est un peu artificiel de présenter dans le même chapitre le compagnonnage, les premières associations d'ouvriers et les grèves. Deux chapitres sont ensuite consacrés aux changements de mentalités; l'un sous le titre «visions d'une société nouvelle», présente surtout les différentes idéologies socialistes, Fourier, Proudhon, Louis Blanc, le passage de Karl Marx à Paris; l'autre, recherche les nouvelles formes artistiques et littéraires; Henri Labrousse, l'architecte de la Bibliothèque Sainte-Geneviève et Viollet-le-Duc en architecture, Courbet et le début des impressionnistes (plus tardifs) en peinture, Hugo et Balzac, mais aussi les débuts de Flaubert et de Baudelaire en littérature, et la naissance du roman feuilleton dans la presse. Enfin un dernier chapitre voit une nouvelle place de la France dans le monde avec l'alliance franco-anglaise, véritable renversement de politique menée par Guizot et l'extension de la colonisation de l'Algérie.

De cet ouvrage dont nous venons de présenter les différents chapitres, nous retiendrons la thèse générale qu'il présente: l'importance primordiale des années 1840-47 dans les mutations qui font passer d'une France à dominante rurale à une France plus moderne. Sans doute parce que les aspects politiques du problème avaient déjà été l'objet de plusieurs études, l'auteur a été beaucoup plus allusif dans ce domaine; c'est aussi – peut-être – parce que les mutations les plus profondes sur le plan politique se sont produites à d'autres moments (notamment en 1848 avec le suffrage universel). L'époque du ministère Soult-Guizot a pourtant marqué l'évolution vers le régime parlementaire et défini des comportements électoraux qui ont survécu à la disparition du suffrage censitaire. L'essai synthétique de M. Pinkney porte sur le changement; mais toute étude du changement implique aussi les résistances au changement. Surtout, en dépit de la centralisation qui s'accroît, il existe une diversité des régions qui n'évoluent pas au même rythme. Si les années 1840-1847 ont été décisives pour la France, la période des mutations les plus profondes s'est déroulée pour certains départements (dans le Haut-Rhin par exemple) plus tôt et dans d'autres plus tard.

André-Jean TUDESQ, Bordeaux

Roger PRICE, *The Modernization of Rural France. Communications Network and Agricultural Market Structures in Nineteenth-Century France*, London (Hutchinson) 1983, 503 p., 12 cartes, 60 tableaux.

L'histoire du monde rural français est encore loin d'être parfaitement connue malgré les nombreuses études dont il a été l'objet, analyses poussées dans un cadre spatial réduit et tentatives de synthèse pour l'ensemble national. Aussi ne peut-on que féliciter Roger Price de l'énorme travail qu'il a fourni pour apporter une contribution, parfois novatrice dans ses réflexions, à la construction d'un édifice historique qui est loin d'être terminé. Son ouvrage

s'appuie sur un abondant dépouillement d'archives et de publications officielles ainsi que sur la lecture de thèses et d'articles tantôt contemporains, tantôt historiques, ce qui donne 16 pages de sources et bibliographie et plus de 2000 notes et références.

Certes l'auteur n'envisage que le problème de la modernisation, des changements qui touchent l'agriculture, mais cela le conduit obligatoirement à aborder les facteurs, extrêmement variés, qui interviennent dans le processus du changement socio-économique. La finalité de son étude est même plus limitée, du moins le sous-titre le suggère et la lecture de l'ouvrage renforce cette première impression. L'objectif prioritaire de R. Price est d'étudier la mise en place de nouveaux réseaux de communication au cours du XIX^e siècle, d'en dégager les conséquences directes ou indirectes avec une grande minutie, au moins quand la documentation disponible le permet, et plus particulièrement de mettre en valeur les mutations structurelles enregistrées par le marché agricole, par les échanges de produits issus de l'agriculture, les grains notamment ou encore le vin, voire le bétail.

Compte tenu de cet objectif, aux aspects multiples il est vrai, nous nous attendions, raisonnement simpliste, à trouver trois parties correspondant, schématiquement, à l'«avant», le «pendant» et l'«après», tout en reconnaissant qu'une telle structuration n'était pas aisée: il fallait, histoire oblige, définir les dates clés ou au moins les périodes charnières. Mais y en a-t-il? Or nous trouvons bien trois parties, chacune composée de trois chapitres, respectant une certaine chronologie, mais non celles attendues. En fait, les deux premières se complètent et présentent, à partir d'analyses dont certaines sont particulièrement fouillées, la situation économique et sociale des campagnes à la veille de la «révolution» des transports, plus précisément avant celle du rail. R. Price ne se veut pas, selon toute apparence, un historien économiste, un historien de la production, mais bien plutôt un historien du social faisant une grande place dans son argumentation, et l'on ne peut que l'en féliciter, aux mentalités, aux comportements, qui sont le reflet, en partie tout au moins, de la diversité des structures sociales du monde des campagnes, de ses composantes tout aussi multiples que difficiles à cerner.

Dans les deux premières parties – environ 200 pages –, qui pour nous n'en font qu'une, est brossé un tableau de la production agricole, pendant la première moitié du XIX^e siècle et des divers moyens de communication dominés par la circulation routière. Cela permet de montrer que l'une et les autres ne sont pas restés immuables bien que présentant toujours de graves défauts et insuffisances. Le chapitre traitant des structures du marché et des échanges de produits agricoles – presque 50 pages – est particulièrement riche. Y sont nettement et clairement dégagés les types de marchés – nationaux, régionaux, locaux –, le volume, fort varié dans le temps, des échanges inter-régionaux, l'influence des grands centres de consommation sur les principaux courants commerciaux, les aspects des flux internationaux et le rôle des acteurs: cultivateurs, petits marchands, meuniers, boulangers, négociants et aussi, ce qui est trop souvent oublié, les consommateurs chez lesquels règne, fréquemment, une psychologie de peur.

L'étude de ces derniers acteurs conduit R. Price à sa seconde partie consacrée, sur plus de cent pages, à la crise sociale. Insistant sur le fait que l'hypersensibilité de la production engendre des disettes, et non des famines, il montre combien la peur et la spéculation amplifient la hausse des prix dont sont victimes les éléments les moins aisés, qu'ils soient ruraux ou urbains. Puis, partant des crises de subsistances de 1845–47 et 1853–55, sont analysées, avec pertinence et force détails, les réactions populaires commandées par une ignorance de la situation réelle et la culture orale qui tend à reproduire le passé et à favoriser, amplifier, les «bruits» les plus dénués de fondement, les déformant aussi. Ce chapitre, remarquablement charpenté, offre une typologie des réactions de la masse. Protestations «verbales» sous la forme d'écrits, de «placards» plus particulièrement, au vocabulaire le plus fréquemment violent et présentant, parfois, une connotation politique avec notamment référence à la période révolutionnaire: 1793, chouans. Emeutes et agitations aux formes multiples: désordres sur les marchés, troubles dirigés contre les boulangers dans les villes et

gros bourgs, atteintes à la libre circulation des grains sur les routes, le long des voies fluviales et des canaux, comme celui d'Orléans, dans les zones de forte production ou d'approvisionnement de Paris et dans les régions portuaires. Dominant le tout, mais beaucoup plus rares, sont les véritables insurrections comme celle qui eut lieu à Buzançais en 1847. A l'occasion de ces mouvements populaires les autorités sont conduites à réagir, ainsi que le montre R. Price, tantôt par la persuasion orale, tantôt par la modification du calcul de la taxe du pain, tantôt en faisant intervenir la garde nationale ou la gendarmerie. Finalement la répression et la charité sont les seuls moyens dont disposent les responsables locaux pour maintenir l'ordre et atténuer la misère qui le menace.

Le chapitre 6, que nous aurions plutôt vu dans la troisième partie, insiste sur le fait qu'au cours des années 1850 s'amorcent des changements qui s'amplifient au cours de la décennie suivante, si bien qu'à partir des années 1870 ne se rencontrent plus les crises qui caractérisaient l'économie pré-industrielle. Les fluctuations des prix sont moins fortes dans le temps et dans l'espace, la réalité est mieux connue, et de ce fait, le facteur psychologique, élément perturbateur par excellence, intervient de moins en moins et finit par disparaître. Ces changements, outre celles évoquées, n'ont-ils pas aussi pour origine les modifications survenues dans les structures alimentaires, notamment la moindre place relative accordée aux céréales panifiables? L'auteur la signale à plusieurs reprises mais, comme la demande est un élément fondamental du marché, il aurait été utile de regrouper les données hétérogènes disponibles afin de mieux dégager l'importance de ce facteur.

Le temps des mutations accélérées est donc arrivé et, avec lui, la troisième partie, celle de la «révolution» des transports dont les aspects sont décrits dans le chapitre 7, intéressante synthèse des nouveautés en matière de communications: innovation avec le rail et le télégraphe, ce dernier ayant un rôle important tant dans le domaine des échanges que dans celui de la psychologie collective, améliorations des voies navigables et du réseau routier avec l'extension et la mise en état d'entretien de la vicinalité locale, notamment des chemins de grande communication. Autant que cette synthèse, intéressantes sont certaines analyses de l'auteur. Retenons, parmi d'autres, celles concernant les variations saisonnières du trafic des produits agricoles, ce qui pose des problèmes techniques aux compagnies ferroviaires, et l'extrême diversité des tarifs engendrée par l'obligation économique-financière d'établir des tarifs préférentiels favorisant les transports à longue distance. Cette obligation, autant que la baisse du coût unitaire des transports et la concurrence, dans certaines zones, entre le rail et la voie d'eau ou entre compagnies ferroviaires, ne peut que modifier les structures du marché agricole.

Les mutations structurelles résultant principalement, mais non uniquement, de la «révolution» du rail, font l'objet du chapitre 8. L'analyse en est peu aisée, nous le reconnaissons avec l'auteur, d'autant que le phénomène est complexe du fait de l'interférence de nombreux facteurs, telles la croissance urbaine, l'amorce d'une relative spécialisation zonale, l'intervention croissante de flux internationaux, la diversification amplifiée des produits agricoles commercialisés, etc... Malgré la complexité du phénomène, R. Price nous présente une analyse suggestive s'appuyant sur des exemples spécifiques faute de renseignements globaux et d'études nombreuses portant sur des ensembles régionaux. Il insiste, avec juste raison, sur la réorganisation des espaces commerciaux, sur la disparition rapide des marchés secondaires et sur le déclin, plus lent, de marchés importants, tels ceux d'Orléans, de Gray, de Chalon-sur-Saône, sur le développement du commerce direct entre les producteurs et les négociants, entre les boulangers, plus nombreux, et les minotiers plus que les meuniers dont l'effectif reflue. Le marché agricole, tout en se diversifiant, n'est pas totalement modifié. La continuité et les changements se juxtaposent. Néanmoins un véritable marché national se constitue progressivement sans être complètement formé à l'aube du XX^e siècle du fait de la survivance d'espaces régionaux, de plus en plus réduits, situés à l'écart des grands axes commerciaux et de circulation.

Résultat de ces changements, localement plus ou moins prononcés, le monde rural, pendant

trois ou quatre décennies, traverse une crise d'adaptation dont la conséquence est une anxiété profonde au sein du groupe des producteurs contrastant avec la fin de la peur de manquer dans les milieux populaires. Anxiété et crise d'adaptation sont amplifiées par la baisse des prix agricoles durant le dernier tiers du siècle et par l'importance que prend la concurrence étrangère dans le secteur des grains, du vin et de la viande. Cette conjoncture dégradée et complexe explique, si elle ne la légitime pas totalement, la demande du retour à une législation protectionniste.

Dans un dernier chapitre sont présentées les réactions du monde agricole face aux nouvelles données économiques, ce qui entraîne ou aurait dû entraîner la modernisation de la France rurale. L'auteur, ici, avance à pas feutrés, et nous le comprenons. La modernisation de l'agriculture a commencé avant la mise en place de réseaux modernes de communication et ceux-ci ne font que stimuler l'innovation. Ils n'arrivent pas à vaincre toutes les résistances parmi lesquelles, et à juste titre, est mis en évidence l'obstacle, matériel et mental, que constituent les structures agricoles, l'abondance des petites exploitations, que ne contrebalancent pas les progrès de l'instruction primaire, élément indispensable, mais non suffisant, d'une adoption généralisée des innovations. Néanmoins il nous semble que l'auteur aurait pu aller plus loin dans ses analyses en utilisant de façon systématique les grandes enquêtes de 1866 et 1879, ainsi que celles, dites décennales, réalisées entre 1852 et 1892, voire celle de 1929, bien qu'elle se situe à une date tardive par rapport au sujet. Seulement, selon toute apparence et il s'en explique, R. Price se méfie des statistiques, et il n'est pas le seul, doute de leur fiabilité. Mais pourquoi trop les délaissier? Les séries statistiques, maniées avec un sens critique poussé, fournissent des apports non négligeables à la connaissance de l'histoire économique et sociale comme à celle des mentalités et comportements. Ainsi lors de la présentation de la crise sociale (chap. 5), est abordé le rapport entre misère et délinquance ou criminalité, rapport dont l'intensité pouvait être mieux dégagée et mesurée en recourant aux données numériques annuelles issues du «Compte général de l'administration de la justice criminelle».

Ces quelques remarques restrictives ne doivent pas faire oublier la valeur de l'ensemble, valeur rehaussée par un choix de tableaux et cartes illustrant parfaitement les démonstrations et réflexions de l'auteur, et par un index très utile. Pour conclure, nous dirons que trois grandes qualités dominant le magistral apport de R. Price. D'abord son sens des nuances dans les analyses fines qu'il réalise. Ensuite l'accent mis sur la lenteur des transformations que connaissent les mentalités, les comportements, la société rurale et l'économie agricole, ce qui permet d'affirmer, du moins nous l'osons espérant ne pas trahir la pensée de notre Collègue, qu'il n'y a pas des révolutions mais seulement des évolutions aux amplitudes variées et ne marchant pas au même rythme. Enfin la mise en valeur des disparités régionales, donc de la coexistence de mondes ruraux fort différents dans leurs structures et leurs réactions face aux changements qui affectent le cadre économique global, et, par suite, la juxtaposition de sociétés rurales ouvertes aux progrès tandis que d'autres restent repliées sur elles-mêmes, continuent de donner la priorité au capital travail et aux échanges à petite échelle.

Vérités bien connues diront certains, encore faut-il les rappeler et bien les préciser. R. Price le fait avec talent, justesse, finesse et arguments probants à l'appui, tout en ne cachant pas, autre mérite et non le moindre, que les explications des faits et phénomènes sont complexes et d'appréhension parfois peu aisée, ce qui lui permet d'indiquer des pistes que les chercheurs pourraient explorer, des domaines qui devraient plus attirer leur attention. Un ouvrage par excellence stimulant pour le lecteur.

Gabriel DÉSSERT, Caen